



Chapitre P-28

LOI SUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES

SECTION I

DÉFINITIONS

- Interprétation:** 1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions suivants signifient ou désignent:
- « association »:** a) « association »: une confédération constituée en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels (chapitre S-40) et groupant des syndicats, des syndicats spécialisés, des fédérations ou des fédérations spécialisées;
- « association accréditée »:** b) « association accréditée »: l'association reconnue par la Régie comme association représentante de l'ensemble des producteurs du Québec;
- « fédération »:** c) « fédération »: une fédération visée à l'article 19 de la Loi sur les syndicats professionnels et constituée de syndicats;
- « fédération spécialisée »:** d) « fédération spécialisée »: une fédération composée exclusivement de syndicats spécialisés;
- « syndicat »:** e) « syndicat »: un syndicat, autre qu'un syndicat spécialisé, formé en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels, dont les membres sont des producteurs et qui a comme objet l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux des producteurs de façon générale;
- « syndicat spécialisé »:** f) « syndicat spécialisé »: un syndicat formé en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels, dont les membres sont des producteurs et qui a comme objet l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux des producteurs, principalement en fonction d'une production agricole particulière ou d'une phase particulière de l'activité de ces producteurs;
- « mise en marché »:** g) « mise en marché »: la mise en marché au sens de l'article 1 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (chapitre M-35);
- « office »:** h) « office »: tout organisme chargé d'appliquer un plan conjoint;
- « plan conjoint »:** i) « plan conjoint »: un plan de producteurs établi en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles et approuvé par la Régie, y compris les règlements qui s'y rattachent;
- « producteur »:** j) « producteur »: une personne engagée dans la production d'un produit agricole sauf:

- i. une personne engagée dans cette production à titre de salarié au sens du Code du travail;
- ii. une personne qui exploite la forêt sauf quand elle exploite la partie boisée de sa ferme;
- iii. un individu engagé dans la production d'un produit agricole consommé entièrement par lui-même et les membres de sa famille;
- iv. une personne dont la production agricole destinée à la mise en marché est d'une valeur annuelle inférieure à mille dollars;

«produit agricole»;

k) «produit agricole»: tout produit de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aviculture ou de la forêt, à l'état brut ou transformé, partiellement ou entièrement, par le producteur, y compris, entre autres, les animaux de ferme et de basse-cour, vivants ou abattus, la viande de ces animaux, les volailles, les oeufs, la laine, les produits laitiers, les grains, les fruits, les légumes, les produits de l'érable, le miel, le tabac, le bois, les breuvages ou articles d'alimentation provenant de produits de l'agriculture et toute autre denrée agricole désignée par le gouvernement;

«produit commercialisé»;

l) «produit commercialisé»: un produit agricole auquel s'applique un plan conjoint;

«Régie».

m) «Régie»: la Régie des marchés agricoles du Québec.

1972, c. 37, a. 1; 1974, c. 36, a. 125.

SECTION II

DROIT D'ASSOCIATION

Droit de choisir un syndicat.

2. Un producteur a droit d'appartenir à un syndicat de son choix; il a également droit d'appartenir à un syndicat spécialisé de son choix pourvu qu'il soit composé de producteurs engagés dans la même production agricole que la sienne. Cette appartenance lui permet de participer aux activités et à l'administration de ce syndicat ou de ce syndicat spécialisé.

1972, c. 37, a. 2.

Avis de démission.

3. Tout membre d'un syndicat ou d'un syndicat spécialisé peut démissionner en transmettant un avis écrit au secrétaire ou au président. Sa démission prend effet à compter de la réception d'un tel avis.

1972, c. 37, a. 3.

Liberté d'adhésion.

4. Un syndicat est libre d'adhérer ou de ne pas adhérer à une fédération; un syndicat spécialisé est libre d'adhérer ou de ne pas adhérer à une fédération spécialisée et une fédération ou une fédéra-

tion spécialisée est libre d'adhérer ou de ne pas adhérer à une association accréditée.

1972, c. 37, a. 4.

SECTION III

ACCRÉDITATION

Requête en accréditation. **5.** Toute association qui veut être accréditée pour représenter les producteurs doit transmettre à la Régie une requête à cette fin et y joindre une copie certifiée conforme de ses règlements et d'une résolution l'autorisant à présenter une telle requête.

1972, c. 37, a. 5.

Examen par la Régie. **6.** Lorsqu'une requête ainsi que les documents visés à l'article 5 sont présentés à la Régie, celle-ci doit s'assurer du caractère représentatif de l'association en regard des producteurs et s'assurer que les règlements de cette association:

a) ne contiennent aucune disposition ayant pour effet d'empêcher injustement soit un producteur d'être membre d'un syndicat ou d'un syndicat spécialisé, soit un syndicat ou un syndicat spécialisé d'être membre d'une fédération ou d'une fédération spécialisée, soit une fédération ou une fédération spécialisée d'être membre de l'association;

b) prévoient les conditions de l'affiliation d'une fédération ou d'une fédération spécialisée à l'association;

c) prévoient le droit des producteurs qui sont membres de syndicats ou de syndicats spécialisés affiliés à des fédérations ou à des fédérations spécialisées qui sont membres de l'association, d'assister et de voter, soit directement ou par l'intermédiaire de délégués, aux assemblées de l'association;

d) confèrent le droit à dix pour cent des producteurs qui sont membres de syndicats ou de syndicats spécialisés affiliés à des fédérations ou des fédérations spécialisées qui adhèrent à l'association d'obtenir la tenue d'une assemblée générale spéciale de l'association.

1972, c. 37, a. 6.

Conditions d'accréditation. **7.** Une association qui demande l'accréditation doit établir, à la satisfaction de la Régie et par le mode de preuve que cette dernière juge approprié, qu'elle représente la majorité des producteurs du Québec. Aux fins de s'assurer de ce caractère représentatif, la Régie peut procéder à des enquêtes auprès des producteurs.

1972, c. 37, a. 7.

Octroi de l'accréditation. **8.** Lorsqu'une association qui demande l'accréditation établit son caractère représentatif et remplit les autres conditions prévues à la présente loi, la Régie doit lui conférer l'accréditation.

Restriction. Une seule association peut être accréditée.

1972, c. 37, a. 8.

Entrée en vigueur. **9.** L'accréditation entre en vigueur à compter de la publication par la Régie d'un avis dans la *Gazette officielle du Québec* ou de toute date ultérieure qui y est indiquée et elle reste en vigueur tant qu'elle n'est pas révoquée conformément à la présente loi.

1972, c. 37, a. 9.

Approbation des règlements. **10.** Les règlements d'une association qui demande l'accréditation doivent être approuvés par la Régie avant l'accréditation; toute modification de tels règlements d'une association en instance d'accréditation ou d'une association accréditée n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvée par la Régie.

Adoption. Ces règlements, de même que toute résolution visée par la présente loi, doivent être adoptés par l'assemblée générale de l'association.

1972, c. 37, a. 10.

SECTION IV RÉFÉRENDUMS

Formalités. **11.** Tout référendum prévu par la présente loi est tenu par la Régie qui doit dresser la liste des producteurs ayant droit de vote et faire des règlements pour déterminer la date et les modalités du référendum et notamment:

- a) les endroits où la liste des producteurs peut être consultée;
- b) le délai accordé à toute personne qui croit être un producteur et dont le nom n'apparaît pas sur cette liste, pour faire des représentations auprès de la Régie;
- c) le délai accordé pour contester la qualité de producteur de toute personne dont le nom apparaît sur cette liste;
- d) les formalités pour rendre publique la liste définitive des producteurs.

1972, c. 37, a. 11.

Liste définitive. **12.** Après l'accomplissement des formalités prévues aux règlements adoptés en vertu de l'article 11, la Régie dresse la liste défini-

tive des producteurs ayant droit à un vote au référendum et elle la rend publique. Cette liste ne peut être contestée.

1972, c. 37, a. 12.

Requête pour percevoir les cotisations.

13. Sur requête d'une association accréditée qui veut être investie du pouvoir de percevoir les cotisations et contributions obligatoires visées aux sections VIII et IX, la Régie doit ordonner la tenue d'un référendum.

Bulletin de vote.

Lors d'un tel référendum, la Régie doit, dans le bulletin de vote, demander à chaque producteur s'il veut que l'association soit investie de ce pouvoir.

Résumé explicatif.

La Régie doit porter à la connaissance des producteurs, avant le référendum, un résumé explicatif desdites sections VIII et IX.

1972, c. 37, a. 13.

Pourcentage de votants.

14. Pour que tout référendum visé par la présente loi soit considéré comme valable par la Régie, au moins soixante pour cent des producteurs doivent se prévaloir de leur droit de vote.

1972, c. 37, a. 14.

Vote favorable des deux tiers.

15. Sous réserve de l'article 14, dans un référendum tenu en vertu de l'article 13, une réponse affirmative des deux tiers des producteurs qui se sont prévalus de leur droit de vote, doit être considéré par la Régie comme un vote favorable aux fins de l'application des sections VIII et IX à l'égard de l'association accréditée.

1972, c. 37, a. 15.

Requête ultérieure.

16. Une association accréditée qui à la suite d'un référendum n'a pas été investie du pouvoir de prélever une cotisation et une contribution obligatoire de la manière déterminée aux sections VIII et IX peut, après l'expiration de trois années à compter de ce référendum, présenter une requête à cette fin à la Régie ainsi que la copie certifiée d'une résolution l'autorisant à présenter une telle requête.

Ordre de référendum.

La Régie doit alors ordonner la tenue d'un référendum pour établir si les deux tiers des producteurs qui se prévalent de leur droit de vote, veulent que lesdites sections s'appliquent à l'association accréditée, le tout sous réserve des dispositions de l'article 14.

1972, c. 37, a. 16.

Applications de sections.

17. Lorsque, dans un référendum tenu en vertu des articles 13 ou 16, les producteurs se prononcent en faveur de l'application des sections VIII et IX, ces sections s'appliquent à compter de la publica-

tion par la Régie d'un avis dans la *Gazette officielle du Québec* ou de toute date ultérieure qui y est indiquée.

1972, c. 37, a. 17.

Renseignements.

18. La Régie peut, pour les fins d'un référendum, prescrire toute mesure nécessaire pour renseigner les producteurs sur les dispositions de la présente loi.

1972, c. 37, a. 18.

SECTION V

EFFETS DE L'ACCRÉDITATION

Droits, pouvoirs et devoirs.

19. L'accréditation confère à une association les droits, pouvoirs et devoirs suivants:

a) promouvoir, défendre et développer les intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres et des producteurs et à ces fins, agir de façon générale comme porte-parole des producteurs;

b) représenter les producteurs en général auprès des pouvoirs publics, de toute agence, régie, commission ou groupement, chaque fois qu'il est de l'intérêt général des producteurs de le faire, et coopérer avec tout organisme poursuivant des fins similaires;

c) concilier et coordonner les activités des différentes fédérations, fédérations spécialisées, syndicats, et syndicats spécialisés affiliés ainsi que celles de leurs membres et les intérêts particuliers des producteurs avec le bien commun des producteurs en général;

d) faire des recherches et des études en rapport avec la production et la mise en marché des produits agricoles et avec toute matière pouvant affecter les conditions économiques et sociales de ses membres et des producteurs;

e) accepter l'affiliation d'une fédération ou d'une fédération spécialisée ou, selon le cas, d'un syndicat ou d'un syndicat spécialisé;

f) sous réserve de l'article 17, établir, prélever, recevoir et redistribuer les cotisations et contributions conformément aux sections VIII et IX.

1972, c. 37, a. 19.

SECTION VI

RÉVOCATION

Perte de caractère
représentatif.

20. La Régie doit, après lui avoir fourni l'occasion d'être entendue, révoquer l'accréditation d'une association qui n'a plus le caractère représentatif nécessaire.

Révocation si conditions
non remplies.

La Régie peut également, d'office, révoquer l'accréditation d'une association, après lui avoir donné l'occasion d'être entendue, si cette association ne remplit plus les autres conditions prévues pour l'obtention de l'accréditation ou si elle contrevient à la présente loi, à une ordonnance ou un règlement adopté en vertu de cette loi ou à une décision pertinente de la Régie.

1972, c. 37, a. 20.

Révocation de pouvoirs.

21. La Régie peut, après la tenue d'un référendum sujet aux conditions prévues à l'article 14, révoquer le pouvoir d'une association accréditée de se prévaloir des sections VIII et IX lorsque les producteurs se prononcent en faveur de cette révocation dans la même proportion des votes que celle prévue pour la mise en application desdites sections.

1972, c. 37, a. 21.

Délai de révocation.

22. Une révocation visée au premier alinéa de l'article 20 ou à l'article 21 ne peut être faite par la Régie que dans les quatre-vingt-dix jours qui précèdent immédiatement l'expiration d'une période de deux ans à compter de l'accréditation ou, selon le cas, de l'application des sections VIII et IX et, par la suite, dans le même délai précédant immédiatement l'expiration de chaque période additionnelle de deux ans.

Effet sur publication d'un
avis.

Toute révocation visée aux articles 20 ou 21 devient exécutoire à la date de la publication par la Régie d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.

1972, c. 37, a. 22.

SECTION VII

AFFILIATION

Conditions fixées par
règlements.

23. Les règlements d'une association qui demande l'accréditation doivent prescrire les conditions que doivent remplir les fédérations et les fédérations spécialisées pour s'affilier à une telle association.

1972, c. 37, a. 23.

Acceptation d'affiliation.

24. L'association accréditée doit accepter l'affiliation de toute fédération ou fédération spécialisée qui remplit les conditions déterminées par les règlements de cette association.

1972, c. 37, a. 24.

Causes de révocation. **25.** L'affiliation peut être révoquée par l'association accréditée si une fédération ou une fédération spécialisée ne se conforme pas à la présente loi, à une ordonnance ou à un règlement adopté en vertu de cette loi ou à une décision pertinente de la Régie.

1972, c. 37, a. 25.

Appel. **26.** Il y a appel à la Régie de toute décision d'une association accréditée refusant ou révoquant l'affiliation. Cet appel doit être fait par la fédération ou la fédération spécialisée dont l'affiliation est refusée ou révoquée, par un avis écrit transmis à la Régie dans les trente jours suivant la réception de la décision écrite de l'association accréditée.

Décision rendue d'office. La Régie peut, à la demande de la fédération ou fédération spécialisée intéressée, rendre d'office une décision sur une demande d'affiliation lorsqu'une association accréditée a négligé ou a omis de se prononcer par écrit dans les trente jours de la réception d'une telle demande.

Suspension d'exécution. Tout appel à la Régie suspend l'exécution de la décision de l'association accréditée révoquant l'affiliation.

Décision finale. Toute décision de la Régie en vertu du présent article est finale et exécutoire.

1972, c. 37, a. 26.

Effets de l'affiliation. **27.** Par l'affiliation, une fédération ou une fédération spécialisée devient membre de l'association accréditée et elle a droit d'assister aux assemblées de l'association accréditée et d'y voter par l'entremise du nombre de délégués déterminé en vertu des règlements de l'association relatifs à l'affiliation.

1972, c. 37, a. 27.

Droit à une part des cotisations. **28.** Dans le cas où les sections VIII et IX s'appliquent à l'association accréditée, l'affiliation donne droit à la fédération ou à la fédération spécialisée et aux syndicats ou syndicats spécialisés qui la composent, de recevoir de l'association accréditée une part des cotisations des producteurs conformément aux articles 31, 32 et 33.

1972, c. 37, a. 28.

Fin de l'affiliation. **29.** Une fédération ou fédération spécialisée peut mettre fin à son affiliation en transmettant à l'association accréditée une copie certifiée d'une résolution à cette fin, au moins trente jours avant la date indiquée dans cette résolution pour mettre fin à l'affiliation.

1972, c. 37, a. 29.

SECTION VIII

COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS

- Dépenses défrayées à même les cotisations. **30.** Sous réserve de l'article 17, les dépenses de l'association accréditée sont défrayées au moyen de cotisations des producteurs et de contributions des fédérations et des fédérations spécialisées ainsi que de contributions des syndicats spécialisés qui ne sont pas membres de fédérations spécialisées; les contributions peuvent être acquittées à même les deniers perçus par les offices en vertu de l'article 76 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.
1972, c. 37, a. 30; 1974, c. 36, a. 125.
- Montant des cotisations. **31.** Le montant des cotisations et des contributions visées à l'article 30 et les modalités de paiement sont déterminées par règlement de l'association accréditée.
- Cotisation annuelle fixe. Le règlement doit fixer une cotisation annuelle fixe exigible de chaque producteur par l'association accréditée. Sous réserve de l'article 35, le maximum d'une telle cotisation ne doit pas excéder quinze dollars.
- Montant fixe ou variable pour contributions. Les contributions payables à l'association accréditée par les fédérations et les fédérations spécialisées et par les syndicats spécialisés visés à l'article 30, peuvent être d'un montant fixe ou variable selon la nature, l'importance et l'étendue des services qui leur sont rendus par l'association accréditée, le nombre de leurs membres ou le nombre de producteurs intéressés, directement ou indirectement, par leurs activités.
- Maximum. Dans le cas d'un office, les contributions ne doivent pas, sous réserve de l'article 35, excéder vingt pour cent des montants exigibles des producteurs soumis au plan conjoint en vertu de l'article 76 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.
1972, c. 37, a. 31; 1974, c. 36, a. 125.
- Règlements exécutoires. **32.** Les règlements visés à l'article 31 sont exécutoires à l'égard de toute fédération ou fédération spécialisée, qu'elle soit affiliée ou non, ainsi qu'à l'égard de tout producteur membre ou non d'un syndicat ou syndicat spécialisé affilié ou non à une fédération ou fédération spécialisée. Ils sont également exécutoires à l'égard des syndicats spécialisés visés à l'article 30.
1972, c. 37, a. 32.
- Quote-part. **33.** L'association accréditée doit, par règlement, déterminer la quote-part de chaque cotisation qu'elle doit verser respectivement aux fédérations ou fédérations spécialisées affiliées et aux syndicats

qui les composent, en compensation des services qu'ils rendent aux producteurs.

Exception si quote-parts établies. Dans le cas d'un office et des syndicats spécialisés qui le composent, l'association accréditée peut se dispenser de déterminer une telle quote-part si le règlement qui prescrit la contribution exigible de l'office mentionne expressément qu'il a été tenu compte dans l'établissement de cette contribution des quote-parts qui pourraient revenir, en vertu du présent article, à cet office et aux syndicats qui le composent.

1972, c. 37, a. 33.

Approbation des règlements. **34.** Tout règlement adopté en vertu de l'article 31 doit être approuvé par la Régie et entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.

1972, c. 37, a. 34.

Augmentation des contributions. **35.** L'association accréditée peut, par règlement, augmenter les maxima des cotisations ou des contributions visés à l'article 31. Ce règlement doit être approuvé par la Régie et entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.

1972, c. 37, a. 35.

Règlement exempté des cotisations. **36.** Tant qu'un règlement en vertu de l'article 31 est en vigueur, aucune fédération ou fédération spécialisée affiliée à l'association accréditée, aucun syndicat ou aucun syndicat spécialisé membre d'une telle fédération et aucun producteur membre d'un tel syndicat ou syndicat spécialisé ne sont tenus de verser une cotisation, un droit d'entrée ou une contribution exigible en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels ou d'un règlement adopté en vertu de ladite loi.

1972, c. 37, a. 36.

SECTION IX

PERCEPTION

Perception et remise. **37.** Tout office de producteurs doit, en même temps qu'il perçoit d'un producteur ou de toute personne pour le compte d'un producteur les deniers exigibles sous l'autorité de l'article 76 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles percevoir et remettre à l'association accréditée la cotisation déterminée suivant l'article 31.

Il doit aussi remettre à l'association accréditée un rapport mentionnant les noms des producteurs qui ont été cotisés et le montant de chaque cotisation.

Responsabilité.

À défaut de se conformer à l'alinéa précédent, tout office est responsable envers l'association accréditée du montant des cotisations qu'il aurait dû percevoir.

1972, c. 37, a. 37.

Retention et remise des deniers.

38. Toute personne qui est tenue de retenir des deniers d'un producteur en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, d'une ordonnance de la Régie rendue conformément à l'article 78 de ladite loi, d'une convention dûment homologuée ou d'une sentence arbitrale, doit, en même temps qu'elle retient ces deniers d'un producteur, retenir et remettre à l'office les cotisations déterminées suivant l'article 31. Cette personne doit aussi remettre à l'office un rapport mentionnant les noms des producteurs cotisés et le montant de chaque cotisation.

Responsabilité.

À défaut de se conformer à l'alinéa précédent, toute personne est personnellement responsable envers l'office et l'association accréditée du montant des cotisations qu'elle aurait dû retenir.

1972, c. 37, a. 38; 1974, c. 36, a. 125.

Retenue des cotisations à la valeur des produits.

39. À la demande de l'association accréditée, la Régie peut, par ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée, obliger toute personne, autre qu'un consommateur, qui achète ou reçoit d'un producteur un produit agricole non commercialisé, à retenir, à même le prix ou la valeur du produit qui doit être versé au producteur, le montant de la cotisation fixé conformément à l'article 31 et à le remettre à l'association accréditée, à l'époque et de la façon prescrite par cette ordonnance, avec un rapport mentionnant le nom et l'adresse du producteur de qui cette cotisation a été retenue et les autres renseignements visés par l'ordonnance.

Responsabilité.

Toute personne qui néglige de se conformer à l'alinéa précédent devient personnellement responsable envers l'association accréditée des montants qu'elle aurait dû retenir.

1972, c. 37, a. 39.

Exemption.

40. La Régie peut, aux conditions et pour la durée qu'elle détermine par ordonnance, exempter, en tout ou en partie, une personne ou un office de l'application des articles 37, 38, 39 et 41 lorsqu'un producteur est assujéti à plus d'un plan conjoint ou lorsqu'il est

assujetti à un plan conjoint et est en même temps engagé dans la production d'un produit agricole non commercialisé.

1972, c. 37, a. 40.

Registres des produits
achetés.

41. Toute personne visée par les articles 38 et 39 doit tenir un registre mentionnant la date d'achat et de réception et la quantité de produits commercialisés ou, le cas échéant, de produits agricoles non commercialisés, le nom et l'adresse du producteur qui lui a livré ce produit, les sommes qui reviennent à ce producteur et tout autre renseignement déterminé par ordonnance de la Régie.

1972, c. 37, a. 41.

Registres des cotisations.

42. L'association accréditée doit tenir de la façon approuvée par la Régie, des registres mentionnant le nom de tous les producteurs pour lesquels elle a reçu des cotisations au cours d'une année. Au plus tard dans les trois mois suivant la fin de son exercice financier, l'association accréditée doit, le cas échéant, remettre au producteur tout montant qu'elle a reçu pour son compte au cours de l'année précédente et qui excède le montant de la cotisation fixé en vertu de l'article 31.

1972, c. 37, a. 42.

SECTION X INSPECTION

Droit d'examen.

43. Dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs et les enquêteurs de la Régie peuvent pénétrer dans les établissements et les locaux servant à la production et à la mise en marché d'un produit agricole et leurs dépendances, examiner les produits qui s'y trouvent, exiger la production des livres, registres et documents relatifs à cette production et à cette mise en marché et requérir à ce sujet de même que sur toute matière faisant l'objet de la présente loi, tout autre renseignement jugé utile ou nécessaire.

Renseignements
confidentiels.

Tout renseignement obtenu en vertu du présent article doit être tenu confidentiel, utilisé exclusivement pour les fins de la Régie et divulgué seulement sur l'ordre d'un tribunal; cependant, la Régie peut communiquer à l'association accréditée tout renseignement qu'elle juge nécessaire à l'exercice des recours que l'association accréditée a droit d'exercer.

1972, c. 37, a. 43.

Pouvoirs d'un commissaire.

44. Pour les fins de ses enquêtes et inspections, la Régie, ses mem-

bres et les inspecteurs et enquêteurs à son service sont investis de tous les pouvoirs attribués à un commissaire par la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).

1972, c. 37, a. 44.

Manoeuvres interdites. **45.** Il est interdit d'entraver, de quelque façon que ce soit, un inspecteur ou un enquêteur de la Régie dans l'exercice de ses fonctions, de le tromper ou de tenter de le tromper par des réticences ou par des déclarations fausses ou mensongères, de refuser de lui déclarer ses nom, prénoms et adresse ou de négliger d'obéir à tout ordre qu'il peut donner en vertu de la loi, des règlements ou ordonnances de la Régie.

Certificat. Cet inspecteur ou enquêteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat, signé par le président de la Régie, attestant sa qualité.

1972, c. 37, a. 45.

SECTION XI

LA RÉGIE

Droit d'arbitrage. **46.** Outre les autres pouvoirs que lui confère la présente loi, la Régie peut arbitrer, décider, concilier, ou régler tout différend survenant à l'occasion ou dans le cours de l'application de la présente loi entre l'association accréditée et les producteurs, syndicats, syndicats spécialisés, fédérations, fédérations spécialisées, offices ou les personnes engagées dans la mise en marché d'un produit agricole ou entre l'une ou l'autre de ces personnes ou organismes, si le différend porte sur l'une ou l'autre des matières suivantes:

a) le droit d'un producteur d'adhérer ou de ne pas adhérer au syndicat ou syndicat spécialisé de son choix conformément à l'article 2;

b) le droit d'un syndicat ou syndicat spécialisé d'adhérer ou de ne pas adhérer à une fédération ou fédération spécialisée conformément à l'article 4;

c) le droit d'un syndicat spécialisé d'adhérer à l'association accréditée conformément à l'article 56;

d) le statut de producteur d'une personne au sens du paragraphe j de l'article 1;

e) l'obligation d'une personne ou d'un organisme de retenir des cotisations conformément aux articles 37, 38 et 39;

f) les remises auxquelles un producteur peut avoir droit en vertu de l'article 42.

Décision finale. Toute décision rendue par la Régie en vertu du premier alinéa du présent article est finale et lie les intéressés.

Conciliateur. La Régie peut charger un conciliateur de conférer avec les parties

en vue d'en arriver à une entente concernant tout différend survenant à l'occasion ou dans le cours de l'application de la présente loi que ce différend porte ou non sur les matières visées au premier alinéa.

1972, c. 37, a. 46.

Immunité. **47.** La Régie, ses membres et ses employés ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions en vertu de la présente loi.

1972, c. 37, a. 47.

Révision des décisions. **48.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente loi,

a) les décisions de la Régie ne peuvent être révisées que par la Régie elle-même après qu'elle a donné aux parties l'occasion d'être entendues;

b) aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Régie ou les membres de la Régie agissant en leur qualité officielle;

c) les dispositions de l'article 33 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas à la Régie non plus qu'à ses membres agissant en leur qualité officielle.

Annulation de bref. Deux juges de la Cour d'appel peuvent sur requête annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre du présent article ou de l'article 47.

1972, c. 37, a. 48.

Détermination de qualité de producteur. **49.** Lorsqu'une personne est à la fois producteur et engagée dans la mise en marché d'un produit agricole, la Régie peut, après lui avoir fourni ainsi qu'à l'association accréditée l'occasion d'être entendues, déterminer si cette personne doit être considérée comme producteur aux fins de la présente loi.

1972, c. 37, a. 49.

Critères considérés. **50.** Aux fins de l'article 49, la Régie doit tenir compte de toutes les circonstances et plus particulièrement de l'importance que revêt dans le cas de cette personne la production par rapport aux opérations de mise en marché dans lesquelles elle est engagée, du fait que la production de cette personne fait partie intégrante ou non d'une entreprise commerciale qu'elle exploite, du volume des produits agricoles mis en marché, de l'intérêt général des producteurs, de l'équité, des avantages directs ou indirects que cette personne retire des activités de l'association accréditée et des avantages et des inconvénients

qui peuvent découler du fait que cette personne soit considérée ou non comme producteur aux fins de la présente loi.

1972, c. 37, a. 50.

Renseignements à fournir. **51.** Tout producteur, office, syndicat, syndicat spécialisé, toute fédération ou fédération spécialisée et toute association ainsi que toute personne engagée dans la mise en marché d'un produit agricole doit transmettre à la Régie, dans le délai déterminé par cette dernière, tout renseignement qu'elle demande relatif à l'application de la présente loi.

1972, c. 37, a. 51.

SECTION XII

INFRACTIONS

Infraction et peine. **52.** Quiconque use d'intimidation ou de menace pour amener une personne à devenir membre d'un syndicat ou d'un syndicat spécialisé, à s'en abstenir ou à cesser d'être membre, commet une infraction et est passible sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende d'au plus \$1,000.

1972, c. 37, a. 52.

Infraction et peine. **53.** Quiconque enfreint une disposition de la présente loi, des règlements de l'association accréditée, des règlements ou d'une ordonnance de la Régie est passible sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende de \$500 pour la première infraction, et de \$1,000 pour toute récidive dans les deux ans.

1972, c. 37, a. 53.

Directeur coupable de l'infraction. **54.** Dans le cas où une infraction est commise par une corporation ou une association, tout directeur, administrateur, gérant ou officier qui, de quelque manière, approuve l'acte qui constitue l'infraction ou y acquiesce, est coupable de cette infraction.

Complice. Est coupable de l'infraction au même titre que la personne qui la commet toute personne qui aide à commettre une infraction ou conseille de la commettre.

1972, c. 37, a. 54.

Dispositions applicables. **55.** La partie II de la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15), s'applique aux poursuites intentées en vertu de la présente loi.

1972, c. 37, a. 55.

SECTION XIII

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

- Adhésion directe à l'association. **56.** Les syndicats spécialisés qui, soit à cause des fins particulières qu'ils poursuivent, soit pour toute autre raison jugée majeure par la Régie, ne peuvent faire partie d'une fédération spécialisée peuvent adhérer directement à l'association accréditée aux conditions déterminées par la Régie.
- Dispositions applicables. Dans le cas visé à l'alinéa précédent, les articles de la présente loi qui visent une fédération spécialisée s'appliquent *mutatis mutandis* à ces syndicats spécialisés.
- 1972, c. 37, a. 56.
- Application de la loi. **57.** Le ministre de l'agriculture est chargé de l'application de la présente loi.
- 1972, c. 37, a. 57; 1973, c. 22, a. 22.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 37 des lois annuelles de 1972, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception de l'article 58, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre P-28 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1972 LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 37

Chapitre P-28

LOI DES PRODUCTEURS AGRICOLES

LOI SUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 57	1 - 57	
58		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

